

MANIFESTATIONS SAMEDI 30 MARS

à 15 h devant la Préfecture de Pau
à 11h devant la Mairie de Bayonne

HALTE AU GÉNOCIDE A GAZA ! **SANCTIONS CONTRE ISRAËL !**

Le 30 mars est chaque année une journée particulière en Palestine, et pour toutes et tous les Palestiniens, qu'ils vivent en Israël, en Cisjordanie et à Gaza, dans les camps de réfugiés des pays arabes, ou dans la diaspora dans le monde entier. C'est "la Journée de la Terre" commémorée depuis le 30 mars 1976.

Le début des événements remonte à l'annonce par le gouvernement d'occupation israélien dirigé par Yitzhak Rabin, en 1975, d'un plan de judaïsation de la région de Galilée. L'objectif était de construire des colonies juives sur des terres appartenant aux citoyen·nes arabes palestinien·nes qui représentent la majorité dans cette région, sous le nom de "Projet de développement de la Galilée".

Le 30 mars 1976, la police israélienne tire sur des Palestiniens qui manifestaient contre la confiscation de leurs terres. Bilan : six morts, des dizaines de blessés et des centaines de détenus.

Le 30 mars est devenu pour tous les Palestiniens et Palestiniennes dans le monde la « Journée de la Terre ». Elle est le symbole de leur attachement à leur terre, de leur résistance et de leur lutte contre l'occupation et la colonisation. Cette année, nous commémorons le 48ème anniversaire de la Journée de la Terre qui prend un caractère particulier avec le génocide en cours dans la Bande de Gaza qui dure depuis plus de cinq mois sans discontinuer.

En toute impunité, le gouvernement suprémaciste d'extrême-droite israélien s'affranchit du respect du droit international. Il refuse d'appliquer l'ordonnance de la Cour Internationale de Justice (CIJ) pour l'arrêt des actes génocidaires. Au contraire, il intensifie sa guerre atroce et cruelle contre la population de Gaza. Il tue, mutilé des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, de bébés. Il détruit habitations, hôpitaux, écoles, universités, monuments et biens culturels. Rien n'est épargné ! Aux bombardements intensifs et déplacements forcés, il a ajouté l'organisation délibérée de la famine.

Gaza sous blocus était une prison à ciel ouvert, c'est devenu un cimetière à ciel ouvert ! Il faut arrêter les massacres et acheminer l'aide humanitaire sans restriction ni contrôle.

En Cisjordanie, la population subit un nettoyage ethnique avec les attaques répétées de l'armée et de colons israéliens protégés par l'armée. Des centaines de morts, des habitations détruites, des confiscations de terres et des emprisonnements par milliers rendent toute vie normale impossible et encouragent ainsi le déplacement ou l'exil. Au vol des terres s'ajoute celui de 80% des réserves d'eau au profit des colonies illégales, privant ainsi les agriculteurs palestiniens d'une ressource indispensable à la sécurité alimentaire des Palestiniens de Cisjordanie. Le nombre de colonies a considérablement augmenté ces dernières années, le nombre de leurs habitants est passé de 250 000 en 1993 à plus de 700 000 en 2023, et plus de 700 checkpoints quadrillent la Cisjordanie, un territoire de 5 600 km².

A Gaza comme en Cisjordanie, l'objectif est d'éliminer la présence palestinienne pour la remplacer par des colonies juives. Par leur inaction, voire par leur soutien direct, les pays occidentaux alliés d'Israël, dont la France, sont complices de ce génocide.

Assez de paroles et de discours, nous exigeons des actes :

- un cessez-le-feu immédiat, total et permanent dans la Bande de Gaza
- l'entrée sans restriction de l'aide humanitaire et le financement de l'UNRWA
- le retrait immédiat des troupes israéliennes de Gaza et de Cisjordanie
- le financement par Israël de la reconstruction de Gaza
- la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens soumis à des traitements inhumains
- des sanctions contre Israël tant qu'il ne respecte pas le droit international
- l'arrêt des livraisons d'armes par la France à Israël et de toute coopération militaire
- la France doit agir pour la suspension par l'U.E. de l'accord d'association

Le peuple palestinien a le droit de vivre sur sa terre. Nous soutenons son droit à l'autodétermination, sa lutte contre l'occupation et la colonisation jusqu'à l'instauration d'une paix juste et durable.

Organisations signataires : AFPS Pau, ATTAC Pau, LDH 64, Mouvement de la Paix 64, MRAP 64, LIBRE PENSEE 64, UJFP, CGT 64, FSU 64, Solidaires Béarn, Solidaires Pays Basque, EELV Béarn, EELV Pays Basque, Ensemble ! Béarn, GDS 64, Génération.S Béarn, GES 64, GRS 64, Jeunes Insoumis Pau, LFI 64, Mouvement Jeunes Communistes 64, NPA Béarn, NPA Pays Basque, PCF 64, PCOF 64, POI 64.